



Le Collectif de soutien aux travailleurs du Moyen Orient et du Maghreb (MOM) est né !



Après des années de coopération entre les divers comités de soutien aux luttes des travailleurs et les principales centrales syndicales françaises, notamment la C.G.T et Solidaires Sud en ce qui concerne l'Iran, au mois d'avril de cette année, 5 syndicats français ont décidé d'unir leurs efforts à cet égard.

Etant donnée l'actualité brûlante des pays du Moyen Orient et du Maghreb et les actions de soutien considérables menées envers les travailleurs de ces pays, les 5 centrales syndicales (la CGT, la CFDT, la FSU, Solidaires et l'UNSA), ont formé le «Collectif de Solidarité avec les travailleurs en Moyen Orient et Maghreb» (MOM) au cours d'une rencontre avec deux associations de soutien aux travailleurs d'Iran («Solidarité Socialistes avec les Travailleurs en Iran» et «L'Alliance International en Soutien des Travailleurs en Iran»).

Le premier acte du MOM a été, à l'occasion du ...
(Lire la suite page 2)

9 Juin à Genève : Témoin de la Solidarité avec les ouvriers d'Iran

A l'initiative du «collectif syndical pour soutenir les travailleurs du Maghreb et du Moyen-Orient», et à l'occasion de la 100^{ème} conférence de l'OIT, MOM, une manifestation de solidarité avec les travailleurs en Iran, a eu lieu le jeudi 9 juin, près de l'OIT et devant le siège de l'ONU à Genève. Les syndicats suisses U NIIA et CGAS ainsi que le syndicat belge GTGB ont soutenu cette campagne. Le collectif MOM rassemblait les 4 syndicats français : la CGT, Solidaires-SUD, la FSU et l'UNSA. Deux associations de solidarité avec les travailleurs iraniens, la «Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI)» basé à Paris et «L'Alliance Internationale en Soutien aux Travailleurs en Iran» ont soutenu et participé à cette campagne de solidarité.

Plus de 130 participants, venus d'Allemagne, d'Angleterre, de France, de Suède, des Pays-Bas et de Suisse s'étaient joint à ce rassemblement pour déclarer leur soutien aux revendications des travailleurs en Iran notamment en faveur de la liberté d'organisation et de formation de syndicats indépendants en Iran. Ce rassemblement a débuté à 11 h et s'est terminé avec succès à 15 h.

Dans ce numéro :

Le Collectif de soutien aux travailleurs du Moyen...	1
9 Juin à Genève : Témoin de la Solidarité avec.....	1
SSTI présente au 5 ^{em} Congrès de l'union syndicale...	2
Tract des organisations syndicales Français	6
Appel à un rassemblement le 9 juin	7
Communiqué de presse d'Amnesty International.....	8
Prisonniers politiques en danger imminent.....	10
La lettre de M. Salehi adressée aux syndicats	11
La Lettre de protestation du syndicat CFMEU.....	14
La Lettre de protestation du syndicat DGB	15
La Lettre de M. Salehi adressée à Directeur de OIT..	16
Le soutien du Parti Communiste Français.....	17
Quelques vérités.....	18
Liste de travailleurs assassinés par le régime.....	19
Liste de travailleurs emprisonnés par le régime.....	21
Déclaration des ouvriers d'Iran pour le 1 ^{er} Mai	24



Intervention de Pierre Coutaz au nom de la CGT

(Lire la suite page 12)

SSTI présente au 5^{em} Congrès de l'union syndicale Solidaires

Le 5^{em} congrès de l'Union Syndicale Solidaires, tenu à Villefranche-sur-Saône les 7, 8 et 9 juin 2011, s'est conclu par l'adoption d'une déclaration combative basée sur les principes d'un syndicalisme de lutte de classe et la défense des intérêts des travailleurs



Pour la première fois notre association, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI), a été invitée par nos camarades de Solidaires à assister à leur congrès. Une délégation de 3 personnes s'y est rendue le 8 juin. Nous avons tenu des discussions très constructives avec les représentants de plus d'une douzaine de pays, notamment l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, le Brésil, la Catalogne, l'Espagne, l'Egypte, l'Italie, la Pologne, le Sénégal, la Tunisie, Algérie, et etc.

Nous avons beaucoup appris sur la situation des travailleurs et les luttes menés dans les autres pays du monde contre les politiques néolibérales généralisées appliqués par tous les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite. La similitude des situations concernant les luttes revendicatives dans ces pays montrent l'étendue de la mondialisation néolibérale et des résistances à l'œuvre.

Tout en décrivant la situation très difficile des travailleurs et salariés en Iran, nous avons attiré l'attention de nos camarades congressistes sur l'importance morale et matérielle de la solidarité entre les travailleurs.

A l'invitation du congrès, notre camarade a pris la parole dans la séance plénière et a souligné ce phénomène et a remercié du soutien sans faille de nos camarades syndicalistes français à l'égard des travailleurs iraniens, en le présentant comme l'exemple à suivre d'une solidarité internationale active. Son intervention a été longuement applaudie. De notre mémoire nous n'avons pas eu un tel accueil de la part de nos camarades en France au cours des années d'existence et activité de SSTI. Cela nous rend fiers et encore plus déterminés à continuer la lutte•

Vive la Solidarité Internationale des travailleurs dans le Monde.

(Suite de la page 1) **Le Collectif de soutien aux ...**

1^{er} Mai, de publier un tract de solidarité avec des travailleurs iraniens qui a été diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires au cours de la manifestation unitaire du 1^{er} Mai 2011 à Paris.

Ensuite quatre des syndicats français membres du MOM (la CGT, la FSU, Solidaires et l'UNSA) ont, à l'occasion de la 100^{eme} conférence de l'Organisation International du Travail (O.I.T), appelé à un rassemblement devant le siège de l'OIT à Genève le 9 juin 2011 pour affirmer leur solidarité aux militants ouvriers et les syndicalistes iraniens emprisonnés et également pour protester contre les agissements de la République Islamique d'Iran envers les travailleurs et pour le renvoi des faux représentants des travailleurs envoyer par le régime iranien à la qui occupent le siège des vrais syndicalistes iranien.

De plus le collectif a décidé de faire le point sur le non-respect des conventions de l'O.I.T, signées par le régime Iranien mais bafouées systématiquement, notamment le droit de travailleurs à s'organiser et à créer leurs propres organisations indépendantes et le paiement des salaires qui peuvent être en retard de plusieurs mois.

La formation du Collectif MOM est une très bonne nouvelle pour les travailleurs des pays de cette région et sera d'une aide précieuse pour l'avancement des luttes héroïques et difficiles menés par les travailleurs de ces pays•

Contacts des membres du collectif syndical

CFDT : Philippe Réau
preau@cfdt.fr + 33 6 48 36 03 93

CGT : Jean-François Courbe
jf.courbe@cgt.fr + 33 6 76 49 00 17

FSU : Corinne Vialle
corinne.vialle@snuipp.fr + 33 6 09 80 46 04

Solidaires : Alain Baron
contact@solidaires.org + 33 (0) 1 58 39 30 20

UNSA : Saïd Darwane
darwane@unsa.org + 33 6 71 85 16 65

Vive La solidarité internationale!

(Suite de la page 13) **9 Juin à Genève : Témoin de la**

Le représentant de «AISTI» a également remercié les initiateurs de l'action et pour leur soutien aux travailleurs en Iran, en particulier dans leur lutte pour la création d'organisations indépendantes. Il a demandé la poursuite de la solidarité avec les travailleurs en Iran et d'augmenter la pression sur le régime pour faire respecter les droits des travailleurs.

Alors, les participants ont écouté un message de soutien de Mme Tountou Diakite, la présidente du « Mouvement national des Femmes » de la «Confédération des syndicats autonomes du Sénégal», également membre de la mission de son syndicat à la conférence de l'OIT.

Elle a parlé de double discrimination visant les femmes iraniennes dans la société et au travail. Elle a exigé l'égalité des droits entre femmes et hommes. Elle a appuyé la volonté des travailleurs iraniens pour créer des organisations autonomes vis-à-vis du pouvoir et a déclaré qu'elle soutiendra les revendications des syndicalistes iraniens lors de la conférence de l'OIT.

Mamadou Diouf, secrétaire général de la « Confédération syndical sénégalaise", aussi membre de la mission de son syndicat à la conférence de l'OIT a soutenu vivement la lutte des travailleurs iraniens et condamné la répression du régime iranien contre les travailleurs en Iran. Ils ont été chaleureusement accueillis et applaudis.

Vers 14 heures les syndicalistes - délégués européens et africains sont retournés à l'OIT pour faire part des revendications des manifestants. Ensuite, les représentants des organisations iraniennes et kurdes, présents à Genève ont manifesté leur soutien aux travailleurs en Iran.

La manifestation a pris fin dans l'enthousiasme avec les slogans des participants en solidarité avec les travailleurs en Iran et en condamnant les atrocités de la « République Islamique d'Iran » contre les peuples d'Iran et les travailleurs du pays•



Communiqué de la Communauté Genevoise d'Action syndicale



9 juin 2011 à partir de 11h Place des Nations à Genève

Soutien aux libertés syndicales en IRAN

Mercredi 1er juin 2011 par Claude REYMOND

Le mouvement syndical genevois fait d'autant plus volontiers écho aux collègues français que le respect des droits fondamentaux n'a guère progressé en Iran malgré les légitimes exigences à cet égard exprimées publiquement depuis des années...

Nous aiderons les collègues qui viendront de Paris, Lausanne et Zurich pour la distribution des tracts de 8h à 10h devant la porte du Palais des Nations située avenue de la Paix (en face du CICR•

Militants CGT solidaires des prisonniers politiques en Iran



Centre de formation Benoît Frachon de Gif-sur-Yvette (91) : Le 20 juin 2011, dans le cadre de la campagne « Je suis sa voix » pour la libération des prisonniers politiques en Iran, des militantes et militants de la CGT affirment leur solidarité avec les militants ouvriers et autres prisonniers politiques victimes de la répression du régime islamique.



(Suite de la page 24) **Déclaration des ouvriers d'Iran pour le 1^{er} Mai 2011**

De notre point de vue, de tout cela il ne sortira que toujours plus de désespoir pour gagner sa vie et toujours plus de pauvreté et un état de misère toujours pire pour les millions de familles ouvrières incapables de gagner un revenu minimum dans le contexte actuel.

Mais nous, les ouvriers, ne serons plus les simples observateurs de notre propre mise à mort progressive et de celle de nos épouses et de nos enfants. Nous ne devons plus tolérer les attaques quotidiennes contre nos vies et nos conditions d'existence et resterons unis et résolus contre la pauvreté, la misère, et la privation imposée de nos droits sociaux.

Nous, travailleurs iraniens, exprimons notre dégoût de la situation existante et appelons tout le monde à travers le pays à se lever pour leurs revendications de façon unie », déclarent les organisations ouvrières qui demandent une action immédiate pour obtenir les revendications suivantes :

1. La liberté inconditionnelle de constituer des organisations ouvrières indépendantes, de faire grève, de protester, de manifester et la liberté d'adhérer à des partis politiques, la liberté d'assemblée, la liberté d'expression et la liberté de presse sont nos droits inaliénables alors que toutes les organisations gouvernementales doivent être éliminées de nos lieux de travail et de vie. Ces revendications doivent être formellement reconnues comme droit social indiscutable des travailleurs iraniens et de la population en général ;

2. Nous ne voulons pas d'une société où une minorité détient les richesses et un large capital et où la majorité n'a pas de quoi dîner le soir. Selon nous, la hausse de 9% des salaires, en particulier dans le cadre du plan de suppression des subventions et de l'accélération de la hausse des dépenses pour vivre, est une insulte à la décence humaine et au droit de vivre des travailleurs. Nous considérons que de tels salaires signifient imposer toujours plus de pauvreté et une misère absolue à des millions de familles ouvrières. Nous rejetons la façon actuelle dont sont fixés les salaires et revendiquons avec résolution l'abrogation du plan de suppression des subventions et que les salaires soient décidés par les véritables représentants des travailleurs selon les standards de la vie actuelle des êtres humains ;

3. Nous demandons l'élimination des contrats temporaires et blancs, la suppression de la sous-traitance et à la place des contrats directs qui offrent aux travailleurs la sécurité de l'emploi et les plus hauts standards en matière d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail ;

4. Les arriérés de salaires des travailleurs doivent être immédiatement payés et quelque soit le prétexte, le fait de ne pas les payer doit être considéré comme un crime pouvant être poursuivi en justice, et les dommages qui en résultent être payés aux travailleurs ;

5. Il faut arrêter de licencier les travailleurs et de les mettre au chômage quelque soit le prétexte, et tous ceux qui ont été licenciés ou qui cherchent un emploi alors qu'ils ont atteint l'âge de travailler doivent pouvoir recevoir une allocation chômage suffisante pour vivre humainement ;

6. Alors qu'aujourd'hui l'organisation de la sécurité sociale en Iran est une organisation avec des richesses astronomiques obtenues par les efforts et les fonds des travailleurs iraniens, l'organisation est impliquée dans une recherche de profits, uniquement pour son propre intérêt, avec une réduction des services médicaux et des allocations pour les ouvriers malades. Nous considérons l'assurance de la sécurité sociale comme le droit inaliénable pour chaque membre de la société et demandons que cette organisation soit gérée par les représentants des travailleurs de tout le pays ;

(Lire la suite page 5)

(Suite de la page 4) **Déclaration des ouvriers d'Iran pour le 1^{er} Mai 2011**

7. Comme nous condamnons toute attaque contre les protestations ouvrières et populaires, nous demandons la révocation de toutes les condamnations à mort et la libération inconditionnelle de tous les travailleurs et des membres des autres mouvements sociaux emprisonnés, la fin des procédures judiciaires contre eux et la fin de l'atmosphère répressive actuelle ;

8. Nous revendiquons l'abolition de toutes les lois discriminatoires contre les femmes et que l'égalité totale et inconditionnelle des droits des hommes et des femmes soit garantie dans tous les aspects de la vie sociale, économique, politique, culturelle et familiale ;

9. Nous demandons une vie confortable pour tous les individus en retraites, libérée des soucis économiques, et que toutes les discriminations dans l'attribution des pensions de retraites soient éliminées et que tous soient couverts par la sécurité sociale et l'assurance médicale ;

10. Le travail des enfants doit être aboli. Les enfants et leurs parents doivent avoir une sécurité sociale pleine et complète, l'accès à une éducation gratuite, au bien-être et à une couverture médicale, quelque soit le statut social et économique de la famille, le genre, l'appartenance ethnique, nationale ou religieuse ;

11. Nous considérons que la demande de changement est un droit inaliénable de tous les êtres humains à travers le monde et en affirmant notre soutien aux luttes et protestations populaires dans tous les pays du Moyen-Orient, nous condamnons fermement toute répression gouvernementale des protestations populaire, toutes les tentatives de changer la direction des revendications de la population et toute forme d'intervention dans la destinée des populations du Moyen-Orient ;

12. Nous sommes une partie du monde du travail international et nous condamnons toute expulsion et toute discrimination à l'encontre des travailleurs réfugiés d'Afghanistan ou de tout autre pays ;

13. Nous apprécions le soutien international du mouvement ouvrier et de l'opinion publique avec les luttes ouvrières d'Iran et nous affirmons notre soutien aux protestations et aux revendications des travailleurs du monde entier, et nous nous considérons unis avec eux. Maintenant et plus que jamais, nous insistons sur la solidarité internationale des travailleurs pour se libérer des difficultés causées par le système capitaliste ;

14. Le 1er Mai doit être un jour férié national intégré dans le calendrier officiel du pays, et toutes les limitations ou interdictions pour organiser des cérémonies ce jour-là doivent être abolies•

1 Mai 2011

Vive le 1er Mai !

Vive la Solidarité Internationale des Travailleurs !

Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue

Syndicat Libre d'Iran

Comité pour Reconstruire le Syndicat des Travailleurs de la Peinture et de la Décoration

Comité pour Reconstruire le Syndicat des Ouvriers de la Mécanique et de la Métallurgie

Centre de Défense des Travailleurs

Comité pour Poursuivre la Construction de Coalitions Ouvrières

Comité de Coordination pour Aider à la Construction d'Organisations Ouvrières

**Tract des organisations syndicales Français
Membres du Collectif syndical MOM**



1^{er} mai 2011

Défendons les libertés syndicales en Iran !

Le premier mai, journée de solidarité internationale du monde du travail, célébré partout dans le monde, approche. Cette année, l'onde de choc salutaire de soulèvement des peuples arabes bouscule les dictatures et porte un message d'espoir, de liberté, de démocratie et de progrès social. Mais en Iran, selon les rapports d'Amnesty International, une vague sans précédent de répression s'abat sur le peuple et vise principalement les militants syndicalistes.

La République Islamique d'Iran, pourtant signataire des conventions 87 et 98 de l'O.I.T, ne reconnaît pas le 1^{er} mai comme un jour férié ni ne tolère sa célébration. De plus, les droits élémentaires des travailleurs et salariés iraniens, énumérés et protégés par ces conventions, ne sont pas respectés par le gouvernement iranien. Les salaires ne sont pas payés à temps, la sécurité d'emploi est inexistante, le travail précaire est la règle et le droit des travailleurs et salariés d'établir leurs organisations indépendantes et d'élire leurs représentants ne sont pas respectés.

A cette occasion, nous avons une pensée pour les militants syndicalistes qui ont fait de la prison pour avoir célébré le 1^{er} mai en Iran. Nous sommes solidaires de la lutte des travailleurs et salariés iraniens et soutenons sans réserve leurs efforts en vue d'obtenir leurs droits reconnus par les conventions internationales, et avant tout leurs droits et libertés syndicaux.

Nous condamnons avec force le harcèlement et l'emprisonnement des militants des mouvements sociaux en Iran. Actuellement, plusieurs membres du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue (Sherkat-é-Vahed), une dizaine d'activistes de l'Association Syndicale des Enseignants Iraniens et d'autres militants syndicaux sont toujours emprisonnés en Iran. Un autre enseignant emprisonné, Monsieur Abdolreza Ghanbari, a été condamné à mort pour avoir participé aux manifestations anti-gouvernementales du décembre 2009.

Nous réclamons la libération sans condition de tous les travailleurs et des autres militants des mouvements sociaux arbitrairement licenciés, arrêtés et emprisonnés.

Nous déclarons que les travailleurs iraniens ne sont pas seuls, le monde du travail organisé français et international est à leur côté.

Vive le 1^{er} mai !

Vive la solidarité internationale !

Contacts des membres du collectif syndical

CFDT : Philippe Réau preau@cfdt.fr + 33 6 48 36 03 93

CGT : Jean-François Courbe jf.courbe@cgt.fr + 33 6 76 49 00 17

FSU : Corinne Vialle corinne.vialle@snuipp.fr + 33 6 09 80 46 04

Solidaires : Alain Baron contact@solidaires.org + 33 (0) 1 58 39 30 20

UNSA : Saïd Darwane darwane@unsa.org + 33 6 71 85 16 65

Appel à un rassemblement le 9 juin 2011 à Genève par les syndicats Français Membres du Collectif syndical MOM et avec le soutien des syndicats Suisses et Belge



Soutien aux libertés syndicales en IRAN

En solidarité avec les syndicalistes iraniens emprisonnés, les syndicats français appellent à un rassemblement devant le siège de l'OIT à Genève le 9 juin.

Les mesures de répression à l'encontre des militants syndicaux iraniens ce 1^{er} mai et l'arrestation de militants syndicaux au Kurdistan constituent des violations des droits fondamentaux.

Nous syndicats français, avec le mouvement syndical international nous exprimons notre solidarité envers les femmes et les hommes iraniens qui, malgré les risques que comporte l'activité syndicale en Iran, se sont engagés dans le combat en faveur de la défense des travailleurs.

Nous pensons à tous les militants emprisonnés depuis des mois et des années, coupables d'avoir exercé le droit fondamental qu'est de mener une activité syndicale. Ce combat vaut admiration et respect, pour eux et leurs familles qui les soutiennent.

Plus que jamais, il faut prendre au mot les pays qui ratifient sur le papier les conventions de l'OIT et qui en réalité les bafouent dans la réalité. C'est le cas de l'Iran.

Il appartient aux organisations syndicales dans le monde d'affirmer leur solidarité et de mettre en œuvre les moyens dont elles disposent pour faire cesser la répression à l'encontre des travailleurs iraniens qui veulent créer des organisations syndicales indépendantes.

C'est pour cette raison que nous appelons à un rassemblement le 9 juin 2011 à Genève devant le siège de l'OIT à l'occasion de sa conférence annuelle.

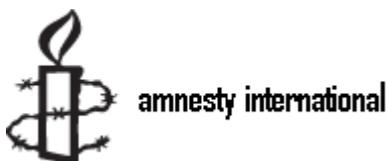
12 Mai 2011

Contacts des membres du collectif syndical

CGT : Jean-François Courbe jf.courbe@cgt.fr + 33 6 76 49 00 17 – France
 FSU : Corinne Vialle corinne.vialle@snuipp.fr + 33 6 09 80 46 04 – France
 Solidaires : Alain Baron contact@solidaires.org + 33 (0) 1 58 39 30 20 – France
 UNSA : Saïd Darwane darwane@unsa.org + 33 6 71 85 16 65 – France

Avec le soutien et participation des syndicats Suisses

 CGAS : Jean Batou jbato@informaniac.ch + 4122 9491241 – Suisse
 UNIA : Luis Blanco luis.blanco@unia.ch + 4122 9491241 – Suisse
 FGTB : Philippe Van Muylder, FGTB Bruxelles - Belgique

Communiqué de presse d'Amnesty International

PRE01/292/2011

10 juin 2011

Iran. Il faut mettre un terme à l'interdiction et au harcèlement visant les syndicats indépendants

En Iran, les syndicalistes indépendants sont incarcérés parce qu'ils défendent les droits des travailleurs et les organismes indépendants de travailleurs se heurtent à des mesures de répression, a déclaré Amnesty International vendredi 10 juin. L'organisation engage les autorités iraniennes à respecter les libertés sociales et économiques élémentaires.

En Iran, les syndicalistes indépendants sont incarcérés parce qu'ils défendent les droits des travailleurs et les organismes indépendants de travailleurs se heurtent à des mesures de répression, a déclaré Amnesty International vendredi 10 juin. L'organisation engage les autorités iraniennes à respecter les libertés sociales et économiques élémentaires.

Le rapport qu'elle publie vendredi 10 juin sous le titre [Determined to Live in Dignity: Iranian Trade Unionists Struggle for Rights](#) révèle les mauvais traitements infligés aux syndicalistes indépendants qui luttent en faveur des droits des travailleurs dans un contexte de répression systématique en Iran.

« Les syndicalistes indépendants paient un prix élevé face à un gouvernement qui se montre de plus en plus intolérant envers la dissidence, a indiqué Malcolm Smart, directeur du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International. Le harcèlement et la persécution auxquels ils sont confrontés ressemblent fort à une tentative désespérée du gouvernement d'empêcher les troubles sociaux qui pourraient éclater en raison des nouvelles hausses des prix du carburant et de l'électricité qui touchent aujourd'hui les Iraniens. »

« Le gouvernement semble déterminer à casser les syndicats existants tout en continuant à interdire les nouveaux organismes indépendants de travailleurs qui commencent à émerger, dans un mépris flagrant des obligations internationales qui lui incombent en tant que membre de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des droits du travail de son propre peuple », a déploré Shane Enright, conseiller Syndicats mondiaux d'Amnesty International.

Des militants de premier plan du Syndicat des travailleurs de la régie des bus de Téhéran, organisation interdite, ont été arrêtés dans le cadre de la répression qui a fait suite à l'élection présidentielle de 2009. Un millier de syndicalistes et leurs familles ont été victimes d'une attaque brutale des forces de sécurité lors d'une grève en 2006.

Mansour Ossanlu, président de ce syndicat non reconnu, a été interpellé à maintes reprises et a passé près de quatre années derrière les barreaux, avant de bénéficier d'une libération conditionnelle le 2 juin. Parce qu'il a organisé des grèves pour réclamer une augmentation des salaires des conducteurs de bus, il a été victime de disparition forcée, roué de coups, fréquemment privé de soins médicaux et jugé dans le cadre de procès iniques. Lors des rares occasions où il a été autorisé à être soigné, il était généralement enchaîné à son lit. *(Lire la suite page 9)*

(Suite de la page 8) **Communiqué de presse d'Amnesty International**

« Nous saluons vivement la libération de Mansour Ossanlu, même s'il n'aurait jamais dû être incarcéré, a déclaré Shane Enright. Sa libération doit devenir inconditionnelle et d'autres syndicalistes qui sont des prisonniers d'opinion doivent être relâchés immédiatement. Les autorités iraniennes doivent mettre fin, une bonne fois pour toutes, à leur politique de persécution, de harcèlement et d'incarcération visant les syndicalistes, simplement parce qu'ils s'efforcent de faire respecter les droits des travailleurs garantis par les conventions de l'OIT. »

Le syndicat de Mansour Ossanlu est affilié à la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF), l'une des organisations syndicales mondiales qui fait campagne avec Amnesty International en faveur des droits des travailleurs iraniens.

« Les mauvais traitements effarants infligés à Mansour Ossanlu et à ses collègues du syndicat des conducteurs de bus de Téhéran montrent clairement que certaines personnes au sein du gouvernement iranien les craignent, parce qu'ils constituent une réelle force de changement et de réforme, a estimé David Cockroft, secrétaire général de la Fédération internationale des ouvriers du transport. Sa libération est un signe positif, mais Mansour Ossanlu et ses collègues doivent être autorisés à représenter librement les intérêts de leurs membres, sans craindre d'être arrêtés ni persécutés. »

Les syndicats indépendants, comme d'autres organisations et militants indépendants, sont devenus la cible d'attaques de plus en plus violentes depuis les manifestations massives qui ont fait suite à l'élection présidentielle de 2009.

Située dans la province du Khuzestan, dans le sud-ouest de l'Iran, l'entreprise agroalimentaire sucrière Haft Tapeh, détenue par l'État, a été contrainte de revoir les conditions de travail, une grève massive ayant conduit les ouvriers à fonder un syndicat indépendant en 2008. Le nouveau président de ce syndicat, Reza Rakshshan, a été détenu à deux reprises au cours des deux dernières années, tandis que cinq autres dirigeants ont été jugés et condamnés en 2009.

« L'Union Internationale des travailleurs de l'alimentation tire une inspiration sans faille du courage des syndicalistes iraniens qui risquent leur vie et leur liberté pour les droits de tous », a assuré Peter Rossman de l'Union Internationale des travailleurs de l'alimentation, auquel est affilié le syndicat de Haft Tapeh.

Le syndicat des enseignants iraniens a été interdit par les autorités en 2007 au lendemain de grèves dénonçant le faible niveau des salaires. Pourtant, il a poursuivi son travail, malgré les centaines de détentions, les coups et les autres mauvais traitements infligés à ses membres en détention, et même l'exécution de l'un d'entre eux en 2010.

« Les membres des associations syndicales d'enseignants iraniens nous ont assuré qu'ils ne céderaient pas face à ces mesures extrêmes d'intimidation, mais qu'ils avaient besoin de la solidarité des enseignants du monde entier dans leur combat pour les droits », a affirmé Dominique Marlet de l'Internationale de l'Éducation, fédération mondiale des syndicats d'enseignants.

Amnesty International, en partenariat avec des organisations syndicales internationales et la Confédération syndicale internationale, lance une campagne afin de soutenir les syndicats iraniens dans leur lutte en faveur des droits fondamentaux et des droits du travail, à la veille du deuxième anniversaire de l'élection présidentielle de 2009.

PRE01/292/2011
10 juin 2011

Prisonniers politiques en danger imminent Montée sans précédente de nombre d'exécution

Terroriser la population, seul moyen pour le régime à sortir de sa crise



Iran: plus de 268 pendaisons depuis le début de cette année

30 Juin 2011 :

Le chiffre paraît hallucinant. Depuis le début de l'année, plus de 268 personnes ont été pendues en Iran. Selon le régime iranien la plupart auraient été condamnées pour des trafics de drogues. Mais des organisations soulignent que plusieurs exécutions au moins ont concerné des militants des droits de l'Homme. Ces chiffres sont mis en lumière par les organisations de la société civile

L'Iran est l'un des pays où se déroulent le plus grand nombre d'exécutions dans le monde, et le régime vient de battre un nouveau record dans sa violence effrénée en exécutant au moins 25 personnes en une semaine, au moins 6 pendaisons publiques. Le 14 mai, le régime a exécuté trois prisonniers à et Tonokabon, le 13 mai, quatre à Kerman, le 12 mai, quatre à Yazd et le 10 mai, cinq détenus ont été pendus à Oroumieh. Trois des condamnés de Yazd, ont été pendus en place publique.

Dans une autre mesure barbare, neuf détenus de la minorité arabe ont été pendus à Ahvaz le 8 mai, six à la prison Karoun de cette ville et les trois autres, trois frères ont été pendus en public. Par ces atrocités, le régime cherche à épouvanter la population de la province de Khouzistan, spécialement après les récentes manifestations de la population déshéritée de cette région.

Exécutions rapportées en Iran	
Juin 2011	33
Depuis Janvier (2011)	268
L'année dernière (2010)	354
En 2009	419
En 2008	406
En 2007	468

Agissez maintenant! Envoyer un message aux autorités politiques et judiciaires iraniennes et exiger l'abolition de la peine de mort et la libération immédiate des travailleurs emprisonnés et tous les prisonniers politiques.

Vous pouvez aussi envoyer un message à l'ambassade ou à la représentation diplomatique de l'Iran dans votre pays. Envoyez une copie de vos messages de protestation à: info@leader.ir, info@judiciary.ir, iran@un.int; ijpr@iranjudiciary.org, info@dadiran.ir, office@justice.ir, ilo@ilo.org; cabinet@ilo.org; eastgulf@amnesty.org; hrwgva@hrw.org. CC: info@iran-echo.com •

La lettre de M. Salehi adressée**Aux responsables et membres de la CGT, FSU, SUD Solidaires et USNA**

Chers Amis

Nous avons appris que vous avez appelé à une manifestation le 9 juin 2011, devant le siège de l'OIT à Genève, pour exprimer votre soutien à la création d'organisations ouvrières indépendantes en Iran, ainsi que pour la défense des travailleurs emprisonnés en Iran. Les travailleurs d'Iran, en tant qu'une des composantes de l'armée internationale du prolétariat, ainsi que ses militants actifs, vous remercient pour votre initiative internationaliste.

Comme vous l'avez souligné, des travailleurs et des activistes ouvriers ont été arrêtés ou convoqués par les agents gouvernementaux, dans les différentes villes iraniennes dont au Kurdistan, seulement pour avoir œuvré à l'organisation de la journée internationale du travail. Certains ont été libérés mais ont dû s'acquitter de lourdes cautions et seront « jugés » ou emprisonnés plus tard. Vous savez que des dizaines d'ouvriers iraniens se trouvent en prison seulement pour avoir défendu leurs vies. Certains sont toujours poursuivis et d'autres ont dû quitter le pays pour sauver leurs têtes.

Les travailleurs d'Iran se sont réjouis dès qu'ils ont appris que dans un élan de solidarité sans précédent, les organisations syndicales françaises ont créé un collectif en solidarité avec les travailleurs du Maghreb et du Moyen-Orient, pour soutenir le syndicalisme dans ces pays et défendre les droits des travailleurs qui n'ont pas le droit de s'organiser librement.

Chers amis, chers amis de classe !

Le système capitaliste pour nous exploiter d'avantage crée chaque jour des institutions nouvelles. Si nous nous organisons unies et sans avoir d'illusions envers le pouvoir capitaliste et ses organisations nous sortirons vainqueur de cette lutte.

Une fois de plus, je serre chaleureusement, les mains de tous les responsables et les membres du collectif de soutien aux travailleurs du Maghreb et du Moyen-Orient qui ont organisé cette manifestation à Genève. En espérant que nous puissions utiliser les tribunes de la bourgeoisie pour faire entendre notre voix sans devenir leurs portes parole•.

01 juin 2011

Mahmoud SALEHI h_samrand@yahoo.com

Saghez, Iran

TRADUIT ET PUBLIE PAR : Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran - Paris

Vive La solidarité internationale!

(Suite de la page 1) **9 Juin à Genève : Témoin de la Solidarité avec les ouvriers d'Iran**

Jean-Michel Joubier, responsable de l'Espace Europe International de la CGT, a ouvert le rassemblement en soulignant les raisons principales de cette campagne qui visait à soutenir les revendications des travailleurs en Iran et en particulier leurs volontés de créer des organisations professionnelles indépendantes du pouvoir iranien. Il a réitéré l'exigence des syndicats européens pour la libération immédiate des travailleurs emprisonnés en Iran. Il a confirmé l'importance de la solidarité internationale entre les travailleurs du monde et a déclaré donc que naturellement, les syndicats français se trouvent à côté des travailleurs iraniens pour les soutenir.

Pierre Coutaz de la CGT, d'ailleurs membre de la mission de la CGT à la conférence de l'OIT a tout d'abord rendu hommage à Farzad Kamangar, l'instituteur kurde assassiné par la République Islamique en 2010. Ensuite, il a souligné que l'Etat iranien a été condamné plusieurs fois, à l'OIT par sa commission « des normes » pour non respects des conventions. Il a regretté que même pendant l'actuelle session de l'OIT, l'Iran a été désigné comme membre du conseil administratif de l'OIT. Coutaz a contesté la présence des faux «représentants» des travailleurs iraniens dans la 100^{ème} conférence en s'appuyant sur la solidarité des travailleurs. Il a dénoncé le comportement de la République Islamique d'Iran envers les travailleurs et a exigé la libération immédiate des travailleurs emprisonnés en Iran.

Ensuite M. Jamshid Pouranpir, Secrétaire syndical de l'UNIA, a pris la parole au nom des syndicats Suisses. Il a parlé des violations systématiques de toutes les conventions de l'OIT par la République Islamique d'Iran et a exprimé son espoir pour une suite des actions de solidarité avec les travailleurs iraniens. Il a aussi abordé le sujet de la répression des femmes et des minorités ethniques et religieuses, et a fortement condamné la République Islamique d'Iran à cet égard.

Alain Baron, du Syndicat « Solidaires-sud », a également pris la parole. Il a donné un résumé du soutien de son syndicat aux travailleurs en Iran et a dénoncé vivement la répression des travailleurs en Iran. Il a souligné que devant la mondialisation du capital et l'unité des capitalistes, il est évident que les travailleurs aussi doivent s'unifier pour mener une lutte commune, unie et solidaire. Il a confirmé que le soutien aux travailleurs d'Iran fait parti des devoirs cruciaux de la classe ouvrière et a dénoncé l'emprisonnement inacceptable des travailleurs en Iran qui n'ont même pas le droit de célébrer la journée mondiale du premier Mai. Il a ensuite, condamné la pratique répressive de la République Islamique qui réprime toute action contestataire des ouvriers de ce pays. Il a réitéré, une fois de plus, la stricte nécessité de la participation des authentiques représentations de travailleurs iraniens à l'OIT et a reconnu la lutte en ce sens, comme un des objectifs du collectif syndical.



Intervention d'Alain Baron au nom de SUD Solidaires *(Lire la suite page 13)*

(Suite de la page 12) **9 Juin à Genève : Témoin de la Solidarité avec les ouvriers d'Iran**

Alain Baron, qui venait directement du congrès du syndicat « Solidaire-SUD » tenu à Villefranche sur Saône (69), était porteur du message de soutien des syndicalistes de 20 pays de 4 continents différents. On pouvait lire dans ce message, notamment leur soutien aux revendications légitimes des travailleurs d'Iran pour la création d'organisations indépendantes de l'Etat ainsi que la condamnation de la répression touchant les travailleurs en Iran, les bas salaires et l'impossibilité pour les travailleurs d'Iran de mener une vie digne.

Ensuite les représentants des syndicats Suisses ont exprimé leurs soutiens à cette action de solidarité, ont confirmé son soutien aux luttes des travailleurs en Iran. Après eux, un syndicaliste belge de la FTGB a traduit la solidarité des membres de son syndicat avec les travailleurs iraniens en lutte. Ils ont tous espéré que grâce à la lutte commune des syndicats, ils puissent empêcher la présence des faux « représentants » envoyés du régime iraniens qui occupent le siège des vrais syndicalistes iraniens. Ils ont renouvelé leurs exigences : la République Islamique doit respecter ces engagements internationaux.

Mme Corinne Vialle, de FSU France, était l'intervenante suivante. Elle a parlé des soulèvements récents au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, de la nécessité de la solidarité internationale des travailleurs, et la promptitude et l'engagement de son syndicat pour soutenir les luttes du peuple iranien. Elle a également exprimé le mécontentement au sujet de l'incarcération des enseignants en Iran par la République Islamique qu'elle a fortement dénoncée.

Vasco Pedrina d'UNIA, qui est le plus grand syndicat en Suisse, a parlé de solidarité avec les ouvriers iraniens et a vigoureusement condamné la suppression des droits de travailleurs par la République Islamique. L'intervenant suivant était M. Bayla Sow des transports uniques Aériens du Sénégal (SUTAS). Il est également un membre du conseil exécutif du International Transport Workers' Federation (ITF).

Leopoldo Tartaglia du département international de la Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL), également délégué à la Conférence internationale du travail, a parlé du manque de liberté pour les travailleurs et l'interdiction de créer leurs propres organisations en Iran. Il a exprimé le soutien total de la CGIL aux ouvriers en Iran.

Un des porte paroles de « SSTI » a remercié les syndicats organisateurs de cette assemblée et a mis l'accent sur la solidarité des travailleurs dans le monde et en particulier des syndicats français qui sont toujours aux côtés des travailleurs iraniens dans la lutte pour faire respecter leurs revendications par le régime iranien.



Interventions de Diakite et Diouf les délégués sénégalais à l'O.I.T.

(Lire la suite page 3)

La lettre de protestation du syndicat DGB d'Allemagne



**Deutscher
Gewerkschaftsbund**

DGB Region Niedersachsen-Mitte, Otto-Brenner-Straße 1 • 30159
Hannover

President of the Republic of Iran
The Presidency
Palestine Avenue, Azerbaijan Intersection
Tehran

ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

Fax: +98 21 649 5880
Email: dr-ahmadinejad@president.ir

Free all imprisoned labour activists now

Dear Mr. President Ahmadinejad,

I am writing on behalf of the members of the DGB Region of Lower Saxony in Germany to demand an immediate release of all imprisoned labour activists currently incarcerated in different prisons in Iran.

We are informed that before the International Labor Day 2011, labour activists in several cities such as Sanandaj were arrested by security forces.

We are appalled at the continuing repression against unionists who have the courage to speak out for fairness and justice.

We urge you to stop the repression of labour and human rights activists and to respect the Iranian people's rights.

We stress again that the performing of trade union activities are not punishable actions and in no case the reason for arrest. We underline the objective of Iranian workers for forming independent workers organizations.

We demand immediate and unconditional freedom of Mansour Osanloo and Reza Shahabi, who are in critical health conditions and many other labour activists in prison.

And we demand the immediate and unconditional freedom of all labour activists and call on the government to respect the right to organize and freedom of association.

We will be pleased about a positive reaction.

Yours sincerely

Andreas Gehrke
DGB Region Chairman

SEB AG Hannover
(BLZ 250 101 11)
Konto 1002 015 600
ID-NR. DE 231340966

Sie erreichen uns ab Hbf mit der Straßenbahnlinie 10 (Abfahrt Ernst-August-Platz Richtung Ahlem) bis Station Steintor, von dort ca. 4 Min. Fußweg durch die Goseriede Richtung Klagesmarkt

**Region
Niedersachsen-Mitte**

Otto-Brenner-Straße 1
30159 Hannover

Telefon: 0511-16387-0
Telefax: 0511-16387-34

Telefon-Durchwahl
0511-16387-21

E-Mail
Hannover@dgb.de

Internet:
www.niedersachsen-mitte.dgb.de

22.06.11

La lettre de protestation du syndicat CFMEU d'Australie

CONSTRUCTION FORESTRY MINING AND ENERGY UNION NEW SOUTH WALES BRANCH



7 June 2011

Mr M Lennon
Secretary
Unions NSW

FAXED
7/6/11

By facsimile: (02) 9261 8982

Dear Comrade

The CFMEU and its members are concerned that the Iranian regime is withholding urgent medical treatment for two unjustly imprisoned trade unionists. The union has been alerted to the deteriorating health of Mansour Osanloo and Reza Shahabi and are seeking their release.

The men are, respectively, president and treasurer of the ITF-affiliated Vahed Syndicate. They are among a number of trade unionists who have been imprisoned in Iran as a result of their trade union activities.

The CFMEU expresses its grave concern for these two unionists. We believe that Mansour Osanloo is again suffering from serious heart problems and was taken to a hospital on the 1st of May. We are informed that his doctors have advised that surgery is urgently needed.

Mr Shahabi has been experiencing repeated, unexplained nosebleeds, but again, no adequate medical treatment has been given, even though he has been appealing for this for some time now. Both his family and colleagues are deeply concerned.

The CFMEU has previously demanded the release of trade unionists imprisoned in Iran – including Mansour Osanloo, Reza Shahabi and Ebrahim Madadi. Unions across the globe have condemned the regime's oppressive treatment of those trying to defend workers' rights in Iran. It is noted that Masour Osanloo was released on the 4 June to seek medical attention but this is conditional on his return to imprisonment.

An apparent assurance from the Iranian government last year that Mansour Osanloo would be pardoned was not fulfilled. We therefore once again strongly urge that as a mark of our solidarity that we urge the Iranian regime to provide adequate medical treatment to Mansour Osanloo and Reza Shahabi without any delay.

Further, Iran was one of the original signatories to the UN Declaration of Human rights and a member of the ILO. Iran is therefore bound by the commitments given and the responsibilities bestowed upon it in honouring these basic human rights. Iranian regime is attempting to join the World Trade Organisation to promote its legitimacy in the world. Iran in recent times have displayed an appalling record of incarcerating Union leaders, brutal and oppressive attacks of protest movements and their entry to the WTO must be opposed.

On 9 June the Iranian global day of action in support of Iranian workers, which is supported by the European Trade union movement, will rally outside the ILO centenary conference in Geneva. The CFMEU calls upon Unions NSW to recognise the struggle for the just and humane treatment and release from prison of trade unionists and support the global day of protest action in Geneva on 9 June 2011.

Yours in solidarity,

MALCOLM TULLOCH
State Secretary

Construction Forestry
Mining and Energy Union
New South Wales Branch

Malcolm Tulloch
State Secretary
Peter McClelland
State President

NSW Branch
12 Railway Street
LIDCOMBE

Locked Bag 1
LIDCOMBE NSW
1825

T: +61(2) 9749 0480
F: +61(2) 9749 3680
W: cfmeu-construction-nsw.com
E: rmallia@nsw.cfmeu.asn.au

La Lettre de M. Salehi adressée à Monsieur Juan SOMAVIA Directeur général du BIT

A l'attention de Monsieur Juan SOMAVIA
Directeur général du BIT
Organisation Internationale du Travail
4, Route des Morillons
CH-1211, Genève 22 Suisse

10 juin 2011

Cher Monsieur le Directeur Général,

En 2010, j'ai, au nom du « Comité de Coordination de l'aide à la constitution d'organisations de travailleurs », formellement porté plainte contre le gouvernement iranien pour violation des conventions nos 87 et 98 signées officiellement par le gouvernement iranien et dont il est tenu à respecter.

Nous avons l'impression que tous les États membres de l'O.I.T sont priés de produire des rapports détaillés concernant leur conformité avec les obligations qui découlent des conventions internationales, et que le « Comité de la Conférence du Travail sur les Applications des Normes » examine toutes les violations des normes internationales du travail.

Malgré les déclarations concernant le respect des conventions nos 87 et 98, le gouvernement iranien a tout fait pour empêcher les militants de former des organisations de travailleurs indépendantes.

De plus, le gouvernement a continuellement violé le droit d'association. A titre d'exemple lors de la tenue de la conférence, du 1 au 17 juin 2011, 12 membres du « Comité de Coordination » à Sanandaj, (Vafa Ghaderi, Sedigh Sobhani, Yadullah Samadi, Kiomars Ghaderi, Habibollah Kale-Kani, Erfan Naderi, Kaveh Bahrami, Jamal Govili, Vahed Khani, Fayegh Sobhani, Keyvan Sobhani, et Zahir Razavi) ont fait l'objet d'un procès devant la 1^{ère} Chambre de la Court Révolutionnaire Islamique pour le seul « crime » supposé de vouloir former une organisation de travailleurs. Par ailleurs, 6 membres du « Comité de Coordination » de Sanandaj et Saghez, (Mahmood Salehi, Hossein Moradi, Vafa Ghaderi, Ghaleb Hosseini, Khaled Hosseini, Yadullah Ghotbi) ont été arrêtés le 1^{er} mai 2011 et relâchés sous lourdes cautions. Ils doivent être envoyés, dans quelques jours, devant la 2^{ème} Chambre de la Court Révolutionnaire de la ville de Sanandaj, pour avoir tenté d'organiser la célébration du 1^{er} mai.

De plus, comme vous le savez, cela fait longtemps que Mansoor Ossaloo, Ebrahim Madadi, Reza Shahabi ont été emprisonnés pour avoir refondé le « Syndicat Vahed de la Régie des Transports de la ville de Téhéran et sa Banlieue », et il en va de même pour Behnam Ebrahimzadeh un travailleur militant. Bien que M.Ossaloo a été temporairement relâché, il a dû s'acquitter d'une lourde caution et fait face à des restrictions de libertés importantes. D'autre part, un certain nombre d'enseignants, dont Hachem Khansar et Rasoul Bodaghi, séjournent également en prison.

Il ne s'agit que d'une petite partie des violations des conventions nos 87 et 98. Si l'on prend en considérations toutes les conventions relatives aux droits des travailleurs, nous pouvons conclure que ce gouvernement n'a pas respecté un certain nombre de ses obligations internationales. Par exemple, le non respect des conventions nos 111 et 95 devraient être soulignées ici. Les travailleurs font face à toutes sortes de discriminations à l'embauche et ne sont pas payés à temps, parfois pour des périodes de 12 mois voire plus, dans notre pays. Certaines entreprises d'Etat ou privées exigent des demandeurs d'emploi de produire leur carte d'appartenance aux Basij (les miliciens islamiques) sinon on leur refuse l'emploi en question.

L'Iran est un des membres de l'O.I.T, mais le gouvernement iranien continu de violer les conventions internationales concernant la protection des droits des travailleurs. En conséquence, une fois encore, nous vous demandons respectueusement, Monsieur le Directeur *(Lire la suite page 17)*

(Suite de la page 16) La Lettre de M. Salehi adressée à Monsieur Juan SOMAVIA Directeur général du BIT

Général, d'examiner ces violations répétées des droits des travailleurs à la lumière des obligations constitutionnelles et internationales du gouvernement iranien•

Cordialement
Pour le « Comité de Coordination »

Mahmoud Saehi



Mahmoud Saehi



Copie à:

M. Guy M. Kari Tapiola, Directeur Exécutif du Secteur des normes, OIT
Mme Cleopatra Doumbia-Henry, Directrice, Département des normes, OIT
Mme Karen Curtis, Directrice Adjointe, Département des normes, OIT
M. Dan Cunniah, Directeur du Bureau des Activités pour les Travailleurs (ACTRAV), OIT
Mme Anna Biondi, coordinatrice auprès de Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV), OIT
Mme Raquel Gonzalez, Secrétaire du groupe des travailleurs (ACTRAV), OIT
Mme Esther, Secrétaire adjointe du groupe des travailleurs, (ACTRAV), OIT

TRADUIT ET PUBLIE PAR : Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran - Paris

Le soutien du Parti Communiste Français à l'action du 9 Juin à Genève



COMMUNIQUE DE PRESSE

Iran : le PCF exige la libération de tous les militants syndicaux emprisonnés

Le Parti Communiste Français condamne avec force les nouvelles arrestations dont ont été victimes des militants syndicaux en Iran, notamment au Kurdistan, suite aux célébrations du 1er mai.

A l'heure où les peuples du monde arabe et au delà se soulèvent pour la démocratie, la liberté et la justice sociale, le pouvoir iranien n'a que la répression systématique comme réponse aux aspirations populaires. Le régime de Téhéran et ses représentants n'ont plus de place légitime au sein de l'Organisation Internationale du Travail alors qu'il ne cesse de d'étouffer les libertés et de piétiner les droits des salariés dans leur pays.

Le PCF réaffirme sa solidarité avec les démocrates iraniens. Il exige la libération de tous les militants syndicaux emprisonnés. Il apporte son soutien au rassemblement organisé à Genève, à l'appel des syndicats, le 9 juin 2011•

Parti communiste français,
Paris, le 7 juin 2011.

-- Solène Björnson-Langen
Attachée de presse de Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF
01 40 40 12 22
06 74 45 15 92
sbl@pcf.fr
www.pcf.fr

Quelques vérités**Le salaire minimum en Iran correspond à environ un tiers du seuil officiel de pauvreté.**

Selon le Centre iranien des Statistiques sur une population de 73 millions d'habitants, plus de 10 millions d'Iraniens vivent dans une absolue pauvreté et 30 autres millions dans une « pauvreté relative ». Plus de 4.5 millions d'Iraniens disposent de moins d'un dollar par jour. La vente des reins ou d'autres organes est maintenant la plus grande source de revenu pour les pauvres urbains. C'est pourtant un pays riches en ressources naturelles, ayant presque quadruplé ses recettes de ventes de pétrole au cours des 10 dernières années. Jamais le fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres n'a été si grand.

**Plus d'un million de travailleurs sont sans salaire, depuis quelques mois ou depuis deux ou trois ans, à cause du non-paiement de leurs salaires.**

En janvier 2010, près de 1.000 conducteurs de bus et travailleurs de Téhéran ont été arrêtés et emprisonnés pour s'être mis en grève. En Iran, on vous arrête pour tenter de former une organisation ouvrière et pour vous être mis en grève.

Qui sont-ils les six prétendus « délégués des travailleurs », envoyé par le régime iranien, à 100^{ème} Conférence de l'Organisation Internationale du travail à Genève?

Ahmad-reza MOIINI :.....	sous secrétaire d'état pour les affaires sociale et du travail
Hoochang DARVICHI :	directeur départemental du travail
Yar AHMADIAN :.....	directeur départemental du travail
Majid FIROOZ-ABADI :.....	directeur départemental du travail
Gholam-reza ABASI :.....	directeur départemental du travail
Arash FARAZ :	haut fonctionnaire au ministère du travail

Ce que nous demandons :

- ✓ Le régime islamique d'Iran et ses Conseils Islamiques du Travail et sa Maison du Travail doivent être exclus de l'OIT pour leur brutale répression contre les travailleurs, pour leur négation de leurs droits reconnus internationalement comme le droit de grève, de s'organiser et à la négociation collective, pour leur refus d'accorder le droit fondamental à un salaire décent, pour leur nier d'avoir une existence humaine ;
- ✓ Utiliser vos droits et votre force en tant que membre de l'OIT pour exiger l'expulsion immédiate du régime iranien, de ses Conseils Islamiques du Travail et de sa Maison des Travailleurs de l'OIT ;
- ✓ La légitimité de l'OIT ne doit pas être donnée à ceux qui persécutent les travailleurs. Les véritables représentants des travailleurs iraniens devraient être autorisés à participer aux conférences de l'OIT ;
- ✓ L'Iran et ses Conseils Islamiques du Travail hors de l'OIT !

Iran et ses Conseils Islamiques du Travail hors de l'OIT

Liste de travailleurs assassinés par le régime Iranien



Farzad Kamangar : enseignant et syndicaliste exécuté le 9 mai 2010

Inutile de dire que cette liste, due au manque d'information, n'est pas exhaustive.

Massacre des ouvriers de Khatoon - Abad

Il y a quelques années le régime islamique en Iran a commis un crime en tuant sauvagement des ouvriers du complexe de cuivre de Khatoon – Abad, au sud de l'Iran. Des ouvriers licenciés du complexe se réunissent alors et protestent contre leur mise au chômage alors qu'ils y travaillaient depuis des longues années. Mais leur protestation restant sans réponse, les ouvriers décident de barrer la route qui mène à leur lieu de travail. Les forces anti émeute sont alors envoyées sur les lieux. Elles tirent sur les ouvriers, tuent 4 d'entre eux et blessent plusieurs autres. Voici les noms des ouvriers tués :

1. Rirahi ;
2. Djavidi ;
3. Mahdavi ;
4. Moméni

Farzad Kamangar : enseignant et syndicaliste exécuté le 9 mai 2010.

Abdolreza Ghanbari : enseignant et membre de l'Association Syndicale des Enseignants, a été condamné à mort pour avoir participé aux manifestations anti-gouvernementales du décembre 2009.

Lors des protestations en 2009, plus de cent personnes ont été tuées et des milliers arrêtés. Parmi les personnes assassinées à Téhéran se trouvent au moins dix ouvriers. Voici leurs noms :

- 1 - **Mahmood Raies Najafi** : ouvrier.
- 2 - **Bahman Jenabi Khosh** : plombier de 19 ans.
- 3 - **Ahmad Nejati** : ouvrier de 22 ans tué par des coups de bâton.
- 4 - **Sajad Ghaed Rahmati** : de Dorood (Lorestan), ouvrier.
- 5 - **Hosein Akhtar** : d'Esfahan, ouvrier.
- 6 - **Farzand Jashni** : d'Illam, un ouvrier de 19 ans qui s'était déplacé à Téhéran pour le travail.
- 7 - **Abolfazl Abdolahi** : électricien, tué d'une balle dans la tête.
- 8 - **Saeed Abasi** : 28 ans, tué par balle.
- 9 - **Meysam Ebadi** : ouvrier, tué par une balle dans l'estomac.
- 10 - **Abas Disnad** : 48 ans, ouvrier du bazar, tué par des coups sur la tête

Liste de travailleurs emprisonnés par le régime Iranien

Nom	Profession	Accusation	Date, condamnation
Sadigh KARIMIAN	Travailleur	Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 3 mois
Faras JALILIAN	Travailleur	Manifester au 1 ^{er} mai	2009, 3 mois + 80 coups de fouet + amande
Khaled HOSSEINI	Militant	Membre d'ORG1 1 ^{er} mai	2010, 2 mois Procès en cours
Ghaleb HOSSEINI	Travailleur	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2008, 2 mois + 80 coups de fouet 2010, 1 mois Procès en cours
Yadolah GHOTBI	Travailleur	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 2 mois Procès en cours
Chiva KHEIR-ABADI	Militante	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2008, 50 coups de fouet
SOUSSAN RAZAZANI	Militante	Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 70 coups de fouet
Charif SAED-NIA	Travailleur	Membre d'ORG2 ¹	2009, 4 mois
Abdolah KHANI	Travailleur	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2008, 4 mois + 50 coups de fouet
Gholam-hossein GHOLAM-HOSSEINI	Conducteur de bus	Membre de syndicat Vahed Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 30 million tomans de caution, Procès en cours
Omar ESMAIL-POUR	Militant	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 30 million tomans de caution, Procès en cours
Kaveh GOL-MOHAMADI	Militant	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 6 mois
Ali AKHAVAN	Militant	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 30 million tomans de caution, Procès en cours
Mohamad ACHRAFI	Militant	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 2 mois, réfugié en Turquie

¹ ORG2= Syndicat Libre de Travailleurs

Agissez maintenant! Envoyer un message aux autorités politiques et judiciaires iraniennes et les appeler d'abandonner immédiatement et sans conditions toutes les accusations contre Shahabi et exigez la libération de tous les prisonniers politiques.

Vous pouvez aussi envoyer un message à l'ambassade ou à la représentation diplomatique de l'Iran dans votre pays.

Libérer tous les prisonniers politiques !



Libérer Reza Shahabi !

Liste de travailleurs emprisonnés par le régime Iranien

Inutile de dire que cette liste, due au manque d'information, n'est pas exhaustive.

Nom	Profession	Accusation	Date, condamnation
Behnam EBRAHIM-ZADEH	Travailleur	Militantisme	2010, 20 ans
Reza CHAHABI	Conducteur de bus	Trésorier du syndicat VAHED ¹	Depuis 2010, sans procès
Mansour OSSALOU ²	Conducteur de bus	Atteinte à la sécurité d'Etat	2006, 5 ans
Ebrahim MADADI	Conducteur de bus	Vice président du syndicat VAHED	2008, 4 ans
Ali NEJATI	Travailleur	Président du syndicat Haft-Tapeh	2008, 6 mois + interdiction de travailler
Salam GHADERI	Militant	Membre d'ORG1 ³ Manifester au 1 ^{er} mai	2008, 4 ans
Chis AMANI	Travailleur	Manifester au 1 ^{er} mai	2010, 2 ans
Khossro BOOKANI	Militant	Membre d'ORG1	2009, 2 ans
Mahmoud SALEHI	Travailleur	Membre d'ORG1	2008, 2 ans + 2 mois
Afchin CHAMS	Militant	Membre d'ORG1	2008, 1 An
Reza RAKHCHAN	Travailleur	président du syndicat Haft-Tapeh	2011, 6 mois
Ferydoon NIKOO-FARD	Travailleur	Militant du syndicat Haft-Tapeh	2011, 6 mois
Ghorban ALI-POUR	Travailleur	Militant du syndicat Haft-Tapeh	2011, 6 mois
Mohamd HEIDARI-MEHR	Travailleur	Militant du syndicat Haft-Tapeh	2011, 6 mois
Jalil AHMADI	Travailleur	Militant du syndicat Haft-Tapeh	2011, 6 mois
Afchin NADIMI	Militant	Membre d'ORG1 Manifester au 1 ^{er} mai	2011, 4 mois
Behrouz NASROLAHI	Travailleur	Militantisme	2009, 3 mois
Mohamad ABDI-POUR	Travailleur	Membre d'ORG1	2006, 2 mois
Jalal HOSSEINI	Militant	Membre d'ORG1	2005, 2 mois
Mohssen HAKIMI	Militant	Membre d'ORG1	2005, 2 mois
Vaffa GHADERI	Travailleur	Membre d'ORG1	2010, 2 mois
Sadigh SOBHANI	Travailleur	Membre d'ORG1	2010, 2008 + amande
Habibolah KALKANI	Travailleur	Manifester au 1 ^{er} mai	2008, 1 mois + 80 coups de fouet
Sadigh AMJADI	Travailleur	Membre d'ORG1	2010, 2 mois + 80 coups de fouet + amande

¹ VAHED = Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus Vahed de Téhéran et Banlieue
² M. Ossalou, Président du VAHED, a été libéré le 2 juin pour 4 jours, pour subir un traitement médical
³ ORG1= Comité de coordination d'aide à l'organisation indépendante des travailleurs



Appel à participer à une caisse de solidarité contre la répression syndicale en Iran

Les syndicalistes inculpés et leurs familles ont maintenant besoin de notre soutien !

En Iran la répression est toujours de plus en plus forte. Répondons par la solidarité, qui est un moteur essentiel de la lutte que chaque contribution aidera à faire exister. Une *caisse de solidarité* vient de se créer **et vous pouvez y participer !**

Face à la multiplication et accélération des répressions syndicales en Iran par le régime (emprisonnements, licenciements, salaires impayés et également grèves, manifestations, émeutes, occupations et etc.) les familles des militants syndicaux emprisonnés sont les premiers victimes des politiques de régime anti travailleurs de la République Islamique d'Iran. Le pouvoir ne peut répondre que par une répression de plus en plus forte à l'encontre des manifestants ou des militants syndicaux et politiques : provocations, répressions, violences policières, inculpations, procès et condamnations.

Face à cette situation très alarmante il n'est seulement logique mais nos de devoirs de ne pas laisser tomber les personnes qui subissent cette répression et ses conséquences. C'est pourquoi, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran s'est mise en place une **Caisse de Solidarité** pour aider les syndicalistes iraniens emprisonnés et leurs familles en difficultés.

Son fonctionnement s'effectue, sur le modèle des caisses de grève, de façon mutuelle et transparente avec les collectifs qui se sont déjà coltiné les conséquences de la répression en Iran. Il n'est pas question de supplanter les collectifs, mais de leur apporter une aide matérielle et leur permettre ainsi de consacrer plus de temps à l'organisation d'actions contre la répression.

Un compte spécial « **Caisse de Solidarité** » vient d'être ouvert sous la responsabilité de l'association SSTI. La SSTI est une association loi 1901 dont le but est de faire écho dans le monde de la lutte de travailleurs en Iran. Ce compte est alimenté par des prélèvements automatiques et des versements occasionnels. Un rapport d'activités et un reçu pour les impôts est envoyé à chaque personne qui en fait la demande.

La répression sera toujours plus forte si la solidarité reste divisée.

La solidarité est un moteur essentiel de la lutte que chaque contribution, aussi petite soit elle, aidera à faire exister.



BULLETIN DE RÉPONSE

A retourner à SSTI, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

Je fais un don spécial de euros à la Caisse de Solidarité

Règlement par chèque bancaire (à l'ordre de SSTI), ou virement postal mandat international.

Je choisis le prélèvement automatique et je remplis le formulaire ci dessous.

Prénom : Nom :

Adresse complète :

Tél, mail : Organisme (facultatif) :

FORMULAIRE DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Je choisis la périodicité des prélèvements	<input type="checkbox"/> mois	<input type="checkbox"/> trimestre	<input type="checkbox"/> année
Je donne à Survie à chaque échéance :			
<input type="checkbox"/> 5 €, <input type="checkbox"/> 15 €, <input type="checkbox"/> 52 €, <input type="checkbox"/> Autre montant,€ +€ à l'association "Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran"			
Soit un total " don " de :			
	<input type="checkbox"/>€	<input type="checkbox"/>€	<input type="checkbox"/>€
Je m'abonne à Echo d'Iran :			
France :	<input type="checkbox"/> 2 €	<input type="checkbox"/> 5 €	<input type="checkbox"/> 15 €
Étranger :	<input type="checkbox"/> 3 €	<input type="checkbox"/> 8 €	<input type="checkbox"/> 25 €
Montant total prélevé à chaque échéance :			
€€€

Autorisation de prélèvement :

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet, les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous.

En cas de litige sur mon compte, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

1. Merci de réécrire à vos coordonnées complètes

2. Indiquez les coordonnées de l'établissement qui tient votre compte.

3. Remplissez grâce aux informations figurant sur votre RIP, RIB ou RICE

Organisme créancier SSTI - 266 av. Daumesnil - 75012 Paris	
1. Titulaire du compte à débiter :	
NOM, Prénom.....	
Adresse.....	
Code Postal	Ville.....
2. Nom et adresse de l'établissement bancaire du débiteur :	
Etablissement.....	
Adresse.....	
Code Postal	Ville.....
3. Compte à débiter	
Code Etablissement	Code Guichet
N° de compte	CE
Date :	Signature :

N'oubliez pas de dater et signer l'autorisation de prélèvement et de nous joindre un Relevé d'Identité Postal (RIP) ou bancaire (RIB)

Déclaration des ouvriers d'Iran pour le 1^{er} Mai 2011

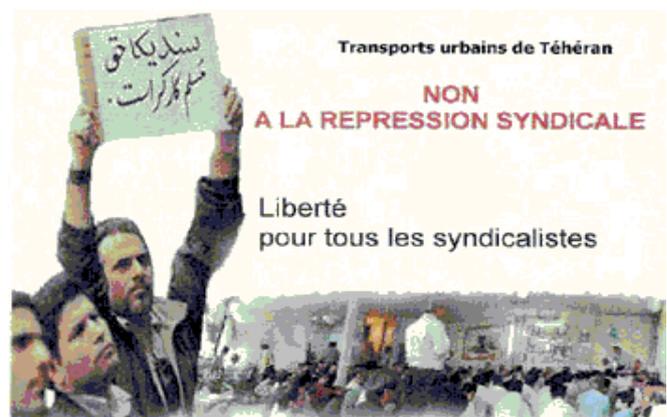
A l'occasion de la journée internationale des travailleurs le premier Mai, sept organisations ouvrières iraniennes viennent de publier une déclaration commune dénonçant les violations des droits les plus fondamentaux des travailleurs en Iran. « Alors qu'à travers le monde, les travailleurs lutteront avec joie et passion le 1er Mai et que les protestations de millions d'entre eux contre leurs conditions de vie secoueront le monde, les travailleurs iraniens ne sont pas seulement privés des droits sociaux d'établir leurs organisations et de manifester dans la rue, mais font en plus face aux attaques les plus violentes contre leurs vies et leurs conditions de vie », indique cette déclaration. La déclaration décrit brièvement la situation actuelle des ouvriers iraniens et met en avant les nombreux problèmes auxquels ils doivent faire face.

Déclaration

La réponse à toute critique ou revendication des droits des travailleurs est l'arrestation et la prison; le soi-disant plan de «subventions ciblées» qui a été lancé par les capitalistes au pouvoir avec l'aide des organisations internationales des capitalistes continue à détruire les vies et les conditions d'existences de millions de familles ouvrières, et personne n'a le droit d'exprimer librement son opinion à ce sujet; avec la hausse vertigineuse des prix de l'énergie et les fermetures d'usines, des centaines et des milliers d'ouvriers rejoignent chaque jour les millions de chômeurs, et en même temps les lois sur

l'assurance-chômage sont changées au détriment des travailleurs; les hôpitaux et les centres médicaux collectent prélèvent des travailleurs et de nouveaux obstacles sont mis en place pour bénéficier de la retraite ; l'assurance des ouvriers de la construction est rendue inefficace par le labyrinthe des couloirs de bureaux ; et alors qu'ils ont pris des mesures qui vont augmenter le prix des denrées de base à un rythme alarmant, ils ont de façon insultante augmenter le salaire minimum des travailleurs de 9%.

(Lire la suite page 4)



Je désire être informé-e des initiatives de *Solidarité avec les Travailleurs en Iran* (SSTI)

Je décide d'être affilié-e à SSTI

Prénom et nom (organisation) _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____

Renvoyer à: *Solidarités Socialiste avec les Travailleurs en Iran*

Adresse : S.S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

<http://www.iran-echo.com>

E-mail: sstiran@yahoo.fr